

CRISES ECONOMIQUES ET POLITIQUES DU TIERS-MONDE: REPOSES DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Mohamed DAHMANI

1 - Introduction : les données du problème

Le FMI et la Banque Mondiale dont les sièges sont à *Washington* sont issus des accords de BRETTON-WOODS (U.S.A.), signés en Juillet 1944, par une quarantaine de pays. Deux puissances ont dominé les débats : les *Etats-Unis d'Amérique* (pour sa puissance économique, politique, militaire et monétaire) et la *Grande-Bretagne* (pour son passé impérial et colonial).

Les principes de base des accords de BRETTON-WOODS, incontestablement favorables aux U.S.A. jusqu'en 1971, sont schématiquement les suivants :

a) Définition d'un nouvel ordre économique mondial et d'un nouveau système monétaire international dont la « locomotive » est l'économie nord-américaine.

b) Restauration du libre-échange économique et empêcher le retour du protectionisme.

c). Restauration d'un système monétaire stable, basé sur des parités fixes et veiller à la stabilité des taux de change fondés sur l'or et le dollar américain.

d) Mise en œuvre d'une forme d'assistance aux pays en reconstruction ou connaissant de graves problèmes d'équilibre extérieur.

e) Empêcher le retour aux désordres économiques et monétaires survenus dans les années 1930, suite aux crises politiques, économiques et monétaires de la décennie 1920-1930.

Ainsi, le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale créés en 1946, chacun son domaine et ses spécificités, seront chargés de gérer ce nouveau système monétaire international.

Le FMI vient entre autres attributions, en aide sous forme de crédits à tous les pays qui souffrent de graves déséquilibres de leur balance de paiements, « sans distinction de régime politique » à condition d'être membre adhérent (la majorité des pays socialistes se sont exclus d'eux-mêmes de cette institution (1)).

Les sous basséments théoriques et économiques du Fonds Monétaire International sont le résultat ou l'aboutissement d'une civilisation spatialement déterminée, d'un état de développement économique et social déterminé, d'un progrès technique et scientifique spécifique à une aire géonomique particulière. Ils reflètent l'image des modèles de production, de consommation, d'accumulation et socio-culturels des systèmes libéraux et capitalistes en général et des sociétés occidentales en particulier. D'autre part, ils sont la projection des besoins et des intérêts des sociétés industrialisées de type européen-américain, qui servent du reste de modèles de référence au Tiers-Monde.

La question que l'on pourrait alors se poser est la suivante : peut-on appliquer et généraliser les lois des théories économiques classiques et néo-classiques à tous les systèmes sociaux, dirigistes et planifiés, sous-développés ou en voie de développement ? En d'autres termes, doit-on appliquer mécaniquement des démarches politico-économiques caractéristiques d'une civilisation, en l'occurrence occidentale, à d'autres aires de civilisations para-occidentales ou sub-occidentales ?

Globalement, nous sommes d'accord avec le Professeur GUNAR MIRDAL, prix-Nobel des Sciences Economiques, pour dire que dans un grand nombre de domaines les théories économiques classiques ou néo-classiques ne sont pas conformes aux nécessités historiques de la Société-Etat du Tiers-Monde ou dirigiste. En effet, les problèmes posés par l'état de sous-développement actuel rendent caducs certains de leurs principes. Il faudrait une démarche théorique adaptée aux besoins et aux intérêts de notre temps dans la mesure où la théorie économique dite « bourgeoise » ne peut servir à résoudre les problèmes du sous-développement mais à gérer les problèmes de croissance et des crises des sociétés développées.

De quelle théorie se sont inspirés les programmes de redressement ou l'élaboration des politiques économiques appliquées ici et là par le Fonds Monétaire International ?

C'est à Milton FRIEDMAN, prix-Nobel des Sciences Economiques en 1976, que le FMI doit l'essentiel de son outillage théorique et scientifique.

(1) Sous les pressions de l'URSS, les pays de la périphérie socialiste se sont regroupés au sein du COMECON et ont refusé de s'associer aux institutions monétaires et économiques mondiales d'après guerre.

De nos jours, le F.M.I. regroupe l'ensemble des Etats du Tiers-Monde, de l'O.C.D.E. et quelques pays socialistes.

Chef de file de l'école monétariste de Chicago, Milton FRIEDMAN a élaboré une nouvelle approche du libéralisme qui se situe en opposition avec le Keynésianisme basé, comme on le sait, sur les déficits budgétaires, les nouveaux programmes d'investissements, réduction des taux d'intérêt, relance des investissements, assurer le plein-emploi, planche à billets et papier-monnaie (moins impopulaire que les impôts nouveaux), etc.

A contrario, les thèses de M. FRIEDMAN (1) qui permettent, à notre sens, d'interpréter mieux la réalité que la théorie Keynésienne (2), ont une approche très différente de la précédente. La question essentielle que cet auteur se pose est la suivante : Comment en finir avec l'inflation ? Pour cet exposé, nous avons retenu une dizaine d'arguments-réponses qui nous ont parus importants.

a) La croissance de la masse monétaire ne doit plus augmenter plus vite que la production des biens et des services, d'où les mesures de contrôle monétaire ;

b) L'Etat doit réduire les programmes sociaux tout en assainissant la gestion de la monnaie ;

c) La politique économique doit rétablir les lois du marché et tendre à stabiliser les prix ;

d) L'inflation commence et finit avec la production du papier-monnaie ;

e) La structure des impôts peut favoriser ou détruire les incitations à investir ;

f) Réduire le train de vie de l'Etat et les dépenses gouvernementales ;

g) Mettre fin au cycle infernal : hausses des dépenses, déficits budgétaires, impôts, etc.

h) Terrasser l'Etat-Providence et restaurer les incitations à produire, à entreprendre et à investir.

i) Suppression du contrôle des changes et des mesures protectionnistes ;

j) Mettre fin à la pratique des prêts à taux réduit à l'industrie, alors que l'Etat emprunte à des taux élevés sur le marché international ;

k) Abolir les restrictions gouvernementales sur le commerce et l'industrie.

Ces thèses ont mis plus de deux décennies pour être vulgarisées et appliquées d'une part et, d'autre part, pour que le monétarisme fasse des adeptes tels que les « Chicago Boys » au Chili post-ALLENDE, aux USA, au Japon, en Grande-Bretagne, et principalement par le Fonds Monétaire International qui les a imposées dans ses programmes de redressement économiques aux Etats du Tiers-Monde proches

(1) Milton FRIEDMAN, « Inflation et système monétaire », ed. Calmann LEVY, Paris, 1977, 380 p.

(2) J.M. KEYNES, « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », éd. Payot, Paris, 1966, 407 p.

de la faillite ou subissant des crises structurelles. Or, c'est là où le bât blesse. Des instruments élaborés à partir d'un diagnostic d'un système économique donné sont appliqués sur un autre système économique et social qui n'a aucune commune comparaison avec le précédent. D'où les limites évidentes de l'efficacité des stratégies du F.M.I. qui risque à son tour d'être victime des crises financières que traversent le Tiers-Monde, les pays socialistes et le système monétaire international.

L'erreur, s'il y a erreur, ne revient pas à la théorie des *sciences* économiques mais à son application, c'est-à-dire, aux *politiques* économiques.

2 - Les crises économiques et politiques du Tiers-Monde (1)

Dans un ouvrage intitulé «l'occidentalisation du Tiers-Monde : mythes et réalités», co-édité par l'OPU et les Editions Economica (Paris), j'ai essayé de montrer les effets pervers d'un mimétisme béat érigé en loi de développement économique et social des sociétés du Tiers-Monde. Le développement du mal-développement de ces aires géonomiques, déboîtées de leur milieu naturel, n'est pas dû essentiellement aux rapports inégaux que ces pays entretiennent avec les pays développés. Il est de plus en plus aggravé par l'introduction d'une certaine forme de modernisme imité (partiellement) sur l'occident industrialisé et la dévalorisation accentuée des rapports traditionnels voulues et soutenues par des élites d'Etat quasi-totalement acquises aux modèles européen-américains fantasmés et non assimilés.

Dans sa «lutte contre le sous-développement», son désir de «rattraper» les pays industrialisés et/ou de s'adapter aux valeurs de ceux-ci, la périphérie perd chaque jour de son identité, de son indépendance et enregistre des échecs sans appel. Plus le Tiers-Monde singe l'occident, plus il s'appauvrit, (des centaines de millions de chômeurs), s'endette (700 Milliards de \$ US), se surarme et s'affame (des dizaines de millions d'enfants meurent chaque année de faim ou de mal-nutrition). Il reste hypnotisé devant ce miroir aux alouettes et s'obstine à changer d'attitude vis-à-vis de ces modèles d'occidentalisation, la plus grande mythification du XXème siècle. Le vieux est rejeté, le neuf est incompris ou non adapté ; l'Histoire prend sa revanche sur ces Etats-Nations qui se cherchent, dépendants de l'Occident développé et continuellement instables tout en se figeant dans le «statu quo» du sous-développement pour les uns, (1,5 milliard d'habitants) ou du mal-développement pour les autres (plus de 2 milliards d'habitants).

(1) Les publications relatives à ce sujet sont aussi nombreuses que variées. Nous conseillons les travaux de la Banque Mondiale, du club de Rome, de MM. F. PERROUX, G. MYRDAL, R. DUMONT, S. AMIN, P. BAIROCH, C. FURTADO, et de bien d'autres auteurs aussi éminents que ceux que nous venons de citer.

Devant ces faits hyperboliques et ces chiffres astronomiques, que peut faire le Fonds Monétaire International avec ces quelques dizaines de milliards de dollars (61,1 milliards de DTS au 31.12.82) ? L'augmentation des quotes-parts (contributions) des Etats membres (30 milliards de DTS), envisagée par les dix grands partenaires du FMI (U.S.A., Grande Bretagne, France, RFA, Japon, Italie, Suède, Belgique, Canada et Pays-Bas) serait-elle suffisante ? (1) Certes, les besoins pressants et les demandes urgentes des pays du Tiers-Monde (Mexique, Brésil, Argentine, Zaïre, Soudan, etc...) et des pays Socialistes (Pologne, Hongrie, Roumanie, etc...) militent en faveur du renforcement des capacités d'intervention du Fonds en envisageant de nouvelles facultés d'emprunts (20 milliards de DTS) et en renforçant les conditions d'octroi des prêts (2). Mais cette démarche est-elle la plus rationnelle ?

(1) Pour sauver le Fonds Monétaire International de la crise, les cinq grands (U.S.A., France, Grande-Bretagne, R.F.A. et Japon) ont décidé de porter le capital du Fonds de 61,1 milliards de Droits de Tirage spéciaux soit 67 milliards de \$ US) à 91,6 milliards de DTS (soit 100 milliards \$ US). (3)

(2) Les derniers pays à avoir bénéficié des concours du FMI sont l'Afrique du Sud, la Botivie, L'Argentine, la Hongrie, la Pologne, Madagascar et le Mexique. De nombreux pays (Soudan, Zaïre, Chili, Equateur, Costa-Rica, Cuba, Corée du Nord, etc...) figurent sur la liste d'attente du F.M.I.

(3) 1 DTS = 1,10 \$ US.

TABLEAU n° 1

ESTIMATION DE LA DETTE GLOBALE DES PAYS DU
TIERS-MONDE ET DES DEMOCRATIES POPULAIRES
(1983)

PAYS OU ENSEMBLE DE PAYS	MONTANT EN MILLIONS DE \$ US
1. TIERS-MONDE :	700 000
Dont Mexique, Argentine, Brésil et Vénézuéla.	(250 000)
2. DEMOCRATIES POPULAIRES : ..	100 000
dont	
Pologne	(27 000)
Bulgarie	(4 000)
Roumanie	(10 000)
Hongrie	(7 700)
Yougoslavie	(17 000)
R.D.A.	(10 000)
Cuba	(3 500)
Tchécoslovaquie	(4 000)
TOTAL	800 000

Sources : Selon nos regroupements tirés des études de l'O.C.D.E. et de la Banque Mondiale.

Depuis 1982, la dette annuelle moyenne du Tiers-Monde et des Etats socialistes croît de 100 millions de \$ US. Les services de la dette (remboursement des annuités et paiements d'intérêts confondus) avoisinent les 150 milliards de \$ US par an.

3 — Politiques monétaires et réponses du F.M.I.

L'adhésion au Fonds Monétaire International relève de la libre initiative de la souveraineté des Etats membres de l'Organisation des Nations-Unies. Nul pays n'est obligé de devenir membre associé de l'une ou l'autre organisation internationale régies par des règlements rendus publics et connus de tous. Il est par conséquent dommage de lire ici et là des affirmations telles que :

« Le F.M.I. est un instrument d'expansion capitaliste et de domination économique ; faire des prêts un moyen d'intégration des pays en développement dans la sphère de dépendance ; exporter la crise au Tiers-Monde ; tels sont les buts que se sont assignés les cinq plus grandes puissances financières du monde capitaliste ».

« En prêtant plus d'argent, le FMI exigera en retour plus d'obéissance à l'impérialisme sur tous les plans ».

« Les pays du Tiers-Monde endettés acceptent d'appliquer des politiques d'austérité contre les masses populaires et de faciliter la pénétration du capital étranger pour être pillé », etc...

Ces affirmations sont en contradiction totale avec ce qui a été dit dans le premier paragraphe de ce chapitre.

a) Au plan politique, la doctrine du F.M.I. se comporte comme l'ONU, c'est-à-dire en tentant de respecter l'universalité des institutions politiques et en s'abstenant d'émettre des conditions de nature morale ou politique. Cependant, le F.M.I., par sa spécificité, agit en banquier et non en organisation politique et diplomatique même si parfois il recommande implicitement l'instauration d'un régime démocratique et milite en faveur des droits de l'homme.

b) Au plan économique, le F.M.I. pratique une doctrine loin d'être partagée par tous les systèmes économiques notamment par les économies dirigistes et planifiées qui n'en font pas partie, à l'exception de la Yougoslavie, de la Hongrie et de la Pologne.

Sa doctrine peut être résumée dans les cinq points suivants :

- Réduire le rôle économique de l'Etat,
- Accroître l'efficacité des services publics,
- Privatisation des moyens de production et dénationalisation des entreprises publiques,
- Austérité économique et financière.
- Réforme des prix, des changes en vue d'intégrer l'économie dans le marché mondial (1).

c) Au plan monétaire, le capital du FMI est constitué de quotes-parts (contributions) des Etats membres. Les dix grandes puissances économiques occidentales (U S A, France, Grande-Bretagne, RFA, Japon, Italie, Suède, Belgique, Canada et Pays-Bas) possèdent à elles seules plus de la moitié de ce capital libellé en Droits de Tirage spéciaux (DTS). (2)

(1) On comprend alors les prises de position idéologique irritantes vis-à-vis du FMI qualifié « d'arme d'expansion impérialiste » !

(2) 1 D.T.S. = 1,10 \$ US. Les Droits de tirage spéciaux sont du « papier » de diverses monnaies utilisé uniquement par le Fonds comme unité de compte. Ils ont été inventés et mis en circulation en 1969, c'est-à-dire deux années avant que le dollar US ne cesse d'être convertible en or.

Le F.M.I. est étroitement dépendant des grands bailleurs de fonds, notamment en cette période de crise mais dont les concours financiers sont si bien sollicités et appréciés.

Certes, la politique déflationniste du FMI lèse les Etats les plus pauvres et contredit les « orientations socialistes », provoque des contorsions idéologiques que les gouvernants concernés n'acceptent pas avec gaieté de cœur. Mais est-ce pour autant que le Fonds est une « banque de chantage » et une « institution apolitique » ? La réponse se trouve dans l'analyse de ses programmes d'action.

D'une façon générale, les actions du Fonds Monétaire International suivent un cheminement que l'on peut diviser en trois phases :

- Première phase : établissement d'un plan de redressement économique ;
- Deuxième phase : Octroi de prêts (crédit « Stand by », financement compensatoire, etc...) ;
- Troisième phase : Restauration des institutions démocratiques ou défense des droits de l'homme.

Le Plan de redressement économique, redoutable par son programme d'austérité, est devenu quasi-classique. Il peut être résumé schématiquement dans les points suivants :

- a) Accroissement de la Production Intérieure Brute ;
- b) Réduction de l'inflation et blocage des salaires ;
- c) Unifier les taux de change extérieurs et limitation des transferts sociaux ;
- d) Réduction du déficit des finances publiques et effort dans la gestion financière des affaires publiques ;
- e) Augmentation des tarifs publics et abandon de la politique de soutien des prix « sociaux » ;
- f) Réduction de l'endettement des entreprises publiques en réajustant les prix en fonction de l'inflation ;
- g) Supprimer les taux d'intérêts négatifs et rétablir les taux actifs (taux payés par les emprunteurs soient supérieurs aux taux de l'inflation) ;
- h) Se mettre à jour avec les créanciers pour tout ce qui touche à la dette extérieure ;
- i) Limitation de la dette extérieure ;
- j) Réduction du déficit budgétaire et le ramener au plus bas pourcentage possible de la PIB.

Quoi de plus rationnel et plus conforme à la logique économique élémentaire que de suggérer l'élimination des taux négatifs de l'évolution de la PIB et du revenu national, la réduction des taux d'inflation souvent supérieurs à 100 % et des déficits des finances publiques, l'augmentation des tarifs publics ou des produits subventionnés dont les prix de vente sont inférieurs aux prix d'achat ou aux prix

de revient, la limitation de la dette extérieure et enfin la réduction des déficits budgétaires ?

Il n'y a pas de plus dangereux que les prises de positions idéologiques et dogmatiques qui sont par définition incompatibles avec les lois économiques dont le libre jeu permet de sanctionner toutes les insuffisances, les carences ou les erreurs tant politiques que sociales.

Appliquer les thèses des néo-classiques ou monétaristes pour définir de nouvelles politiques économiques nationales ne sont pas du goût de tout le monde, mais les pays doivent vivre en fonction de leurs moyens et non de leurs besoins ou desiderata.

Aux mesures conjoncturelles et de court terme contenues dans les programmes du FMI, les Etats du Tiers-Monde et socialistes devraient mener parallèlement une politique économique basée sur des transformations structurelles. Car les mesures *proposées* par le Fonds comportent des dangers sinon des revers cuisants en cas d'échec ou de non adaptation aux coordonnées géonomiques nationales. Mais dans tous les cas, les aspects positifs l'emportent sur les aspects négatifs quand l'exécution des programmes est bien comprise et menée à terme.

La dévaluation (1) devrait réduire le déficit de la balance commerciale ; les dépenses publiques stimulent l'inflation par le biais des subventions et des revenus ; ainsi l'Etat gonfle la masse budgétaire, stimule l'importation de biens de consommation durables. Le blocage des salaires réduirait l'inflation et stimulerait les investissements. Une politique de libre-échange contrôlée permettrait au pays de se spécialiser dans les secteurs où il a un avantage comparatif certain.

La réduction des dépenses publiques a des conséquences multiples, la principale portera sur la diminution des gâchis des Entreprises publiques et favorisera une gestion efficace des sociétés nationales jusque-là déficitaires et continuellement subventionnées par le Trésor Public.

La suppression des subventions représentera à court terme un coût social élevé pour les villes où les plus démunis seront les plus touchés. Mais l'Etat favorisera l'esprit d'initiative au lieu d'encourager la paresse et l'esprit d'assistance perpétuelle.

Sans ces mesures urgentes, les Etats-Tuteurs et les Etats-Providence seront incapables de faire face à leurs obligations financières internationales (remboursements des dettes publiques et privées) et précipiteront le système financier international dans une crise plus profonde dont les conséquences sociales et politiques seront encore plus préjudiciables aux « masses populaires » que les effets induits par les programmes de redressement préconisés par le FMI.

(1) Certains auteurs soutiennent que l'effet de la dévaluation de la monnaie nationale sur le commerce extérieur sont négligeables dans la mesure où la monnaie de facturation est toujours en devises étrangères.

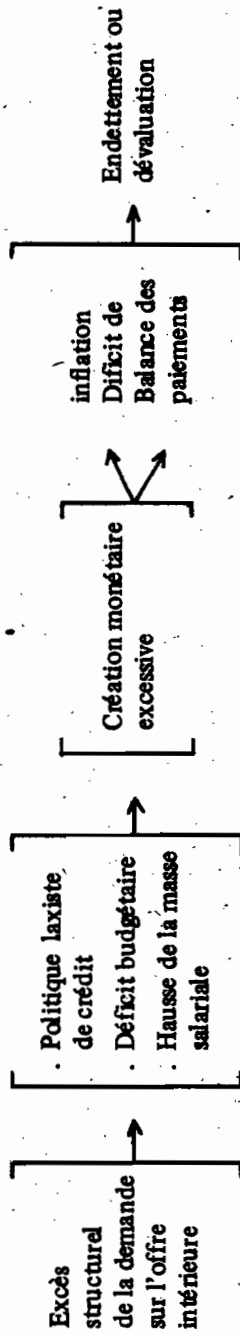
Tout processus de développement et de croissance implique des sacrifices d'abord endogènes avant de recourir à l'aide ou à l'assistance extérieure.

Les échecs des *politiques économiques* des Etats du Tiers-Monde ont semé le doute dans les esprits de certains intellectuels qui vont jusqu'à proposer « *le refus du développement* » ou encore à proclamer « *la fin du développement* » à une échelle encore plus vaste, c'est-à-dire de la planète.

La réponse à ces échecs ne se trouvent malheureusement ni dans la théorie Keynésienne qui a créé un état d'esprit interventionniste, orientée sur l'analyse des cycles économiques et conjonctuels ou l'étude des problèmes de croissance des économies développées et reste étrangère aux problèmes du développement du Tiers-Monde, ni dans les thèses de M. FRIEDMAN ou du FMI dont la portée demeure malgré tout limitée. Les Etats du Tiers-Monde et socialistes, s'ils *ne renoncent pas* à leur développement, doivent absolument compter sur eux-mêmes, car quoique l'on dise l'humanité n'a pas entamé l'ère de *la fin* du développement et de la croissance économiques (1).

(1) Voir la thèse d'Etat de Md. DAHMANI, « l'élaboration rationnelle ou irrationnelle des ressources naturelles », 1979, Université de Paris I.

LE SOUBASSEMENT ANALYTIQUE DES INTERVENTIONS
DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (1)



(1) Pierre JACQUEMOT, « Le mois en Afrique », Août-Septembre 1983.

4 — Conclusion : les limites de la stratégie du F.M.I.

La politique économique et financière du Fonds Monétaire International n'est pas et ne doit pas être basée sur un principe de philanthropie ou de charité internationale. Ce serait rendre un très mauvais service aux pays sous-développés qui se laisseraient aller dans la voie de la facilité et pourquoi pas de la mendicité internationale, en termes discourtois.

Elle est peut être mal adaptée aux politiques financières et économiques des Etats, du Tiers-Monde et des pays socialistes, à cause de son caractère conjonctuel, ses mesures d'austérité sociale et publique alors que les problèmes sont structurels. C'est un fait acquis. Mais à qui incombe alors la responsabilité ? Certainement aux économies qui singent les pays développés et non à l'institution financière internationale dont les principes économiques sont inspirés de ceux des pays développés capitalistes. Va-t-on l'obliger à adopter les principes économiques cahotiques des Etats en crise et membres de cette institution pour ruiner à jamais sa gestion ?

En voulant s'occidentaliser, se moderniser, rattraper et dépasser les pays capitalistes développés, les élites du Tiers-Monde devront accepter l'esprit de base des sociétés imitées et enviées ou se démettre. Sans cette condition sine qua non les échecs ne feront que se répéter là où le FMI intervient. Les exemples ne manquent pas depuis quelques années. En effet, la décennie 1970-1980 a été marquée par plusieurs échecs, les résultats sociaux ou politiques contrarient les populations les plus pauvres et les riches s'enrichissent encore plus. Les réactions populaires sont devenues «classiques» : manifestations, grèves, opposition politique, etc... Ce qui entraîne des réactions gouvernementales aussi «classiques» que les précédentes : état d'urgence, répression, restriction des libertés publiques, coup d'état, etc...

Les programmes de redressement économique du FMI véhiculent deux types de limites : l'un socio-politique et l'autre financier dans la mesure où le Fonds ne peut pas continuer à prêter indéfiniment à des pays dont la solvabilité est douteuse sans risquer sa propre faillite ou un endettement aux conséquences imprévisibles. Il faudrait éviter que le FMI ne soit un miroir aux alouettes pour des victimes des crises économiques nationales et mondiales.

Enfin, le FMI ne devrait pas se spécialiser dans des actions anticrises mais plutôt s'orienter vers des opérations de prévention et d'intervention avant que les crises ne se déclarent et ne prennent des dimensions internationales.

Mohamed DAHMANI

Professeur Missionnaire à la Filière Sociologie
de l'Université de Madagascar
Vice Recteur de l'Université
TIZI OUZOU — ALGÉRIE